

Yves Montenay, Alexandra Monot
16 octobre 2003

Lounge Bar, 16 octobre 2003

Pourquoi diable, sont-ils si pauvres ? Enquête sur le sous-développement

Le café géopolitique de cette rentrée 2003 ouvre la saison sur un thème polémique et peu politiquement correct. Le ton est donné pour ces cafés qui fonctionnent sur le principe d'un ou plusieurs intervenants et d'un débat. Ce café se place aussi dans la ligne de ceux de l'année précédente. Le lien avec la présence de Sylvie BRUNEL en mai 2003 est aisé. Sylvie Brunel nous parlait alors de l'instrumentalisation des famines à des fins politiques par le maintien volontaire dans un manque alimentaire de certains peuples pour mieux les dominer ou pour les utiliser comme appât pour l'aide internationale. Si on cultive les famines, ne peut-on pas cultiver le sous-développement ? C'est le sous-titre du livre de l'invité de ce jeudi 16 octobre 2003, Yves MONTENAY (Centralien, Sciences-Po, docteur en géographie humaine, qui a servi des entreprises, des institutions universitaires et de grandes écoles sur tous les continents) : [*Le mythe du fossé Nord- Sud*](#) (paru en 2003 aux éditions Les Belles Lettres, 214 p.).

Pourquoi un livre sur le mythe du fossé Nord -Sud ?

Ce livre est parti du constat de l'omniprésence des fossés dans notre civilisation. Le fossé est présent entre les universitaires et les gens de terrains : quand Y. Montenay était étudiant à Sciences Po., il remarquait déjà la différence entre le discours professoral et la réalité. C'est un premier fossé. Puis il s'est rendu compte que le fossé était surtout dans les têtes : la méconnaissance historique, géopolitique ou géographique des pays par les techniciens occidentaux qui en revanche connaissaient bien le terrain, alors que c'était l'inverse dans l'Université. C'est un deuxième fossé. Puis, Yves Montenay, il y a 20 ans a écrit un livre mal perçu (par le Canard Enchaîné, mais pas par les lecteurs), *Le socialisme contre le Tiers-Monde*, qui mettait en exergue les erreurs du socialisme dans les pays nouvellement indépendants et sous-développés. Depuis, le socialisme s'est fait altermondialisme mais les erreurs factuelles demeurent, ce qui explique l'écriture de ce nouvel ouvrage. C'est le troisième fossé.

Il n'y a pas de fossé Nord -Sud mais des mythes entretenus !

Où est ce fossé Nord -Sud ? Les limites changent dans le temps : il y a 50 ans Singapour était un bouge, aujourd'hui c'est une ville développée sur le modèle occidental. Le fossé Nord -Sud est dans les têtes, dans les enseignements mais pas dans la géographie. Si ce fossé bouge, ce n'est donc pas un fossé. Notre perception est faussée par une multiplication de mythes, qui sont autant d'erreurs de diagnostic, et donc de traitement. Premier mythe : le sous-développement comme produit de la colonisation. Les pays pauvres ne le sont pas devenus pendant la colonisation, ni sous les régimes « néocoloniaux », mais ont « décroché » lors

"d'épurations ethniques", selon les mots d'Yves Montenay, c'est-à-dire du départ des élites politiques et économiques, élites coloniales ou nationales, suite à une politique discriminatoire, voire des persécutions, cela souvent bien après l'indépendance, comme à Madagascar en 1973 ou en Côte d'Ivoire actuellement.. Le cas de l'Afrique du Sud est intéressant : Mandela a été très attentif à garder les Blancs, y compris les plus compromis dans l'apartheid, car il a compris que c'était vital pour l'économie du pays. Les Afrikaners et les Britanniques tenant les principaux postes, le pays se serait effondré, s'ils étaient tous partis du jour au lendemain. Certes, une partie des Blancs est quand même partie, car elle refusait d'être dirigée par des Noirs mais la grande majorité est restée, ce qui permet à l'Afrique du Sud de se maintenir.

Deuxième mythe : la question des prix et des valeurs, la question du dialogue économique entre le Nord et le Sud. Le mythe veut que les pays sous-développés soient « pillés », les pays du Nord fixant les prix des matières premières le plus bas possible. Mais cela ne tient pas debout nous dit Yves Montenay : globalement et statistiquement, TOUS les prix baissent au nord comme au sud, ainsi que TOUS les termes de l'échange exprimés en heures de travail, la seule unité significative à long terme, car la part du revenu qui est consacrée à chaque produit « ancien » diminue au profit des produits nouveaux. C'est l'expression même du développement : si l'on fixe le prix du blé, chacun reste un paysan nu. Il faut que son prix baisse pour que des paysans quittent la terre et deviennent tailleurs (ou professeurs ou ingénieurs), et que le budget nourriture diminue au profit de celui de l'habillement (ou de l'éducation nationale ou des ordinateurs), ce qui permettra justement de payer les dits tailleurs, professeurs ou ingénieurs. Certes, cette baisse des prix des produits traditionnels gêne quelques pays monoproductions comme la Côte d'Ivoire. Mais c'est cette monoproduction d'un produit ancien qui entraîne la ruine, et non le Nord : on n'a jamais vu une entreprise vendre un seul produit inchangé en qualité et prix au fil des générations. Un pays se développe en changeant ses structures économiques. Il ne faut pas soutenir les prix car c'est maintenir et encourager des structures économiques archaïques et inadaptées au marché mondial. Enfin les termes de l'échange se sont beaucoup plus détériorés pour l'électronique grand public produite par le Japon ou les ordinateurs produits par les Etats-Unis que pour le cacao ; on ne dit pas pour autant que le Japon et Etats-Unis sont pillés ! Reprenons l'exemple de Singapour : au début de son développement la cité- Etat était devenue un atelier, mais aujourd'hui on n'y trouve pratiquement plus que des services et des activités tertiaires. La pyramide sociale s'y est également élargie : les ouvriers sont devenus des ingénieurs, des experts -comptables, les ouvriers sont en Malaisie, en Indonésie, en Thaïlande, et maintenant au Vietnam, ce qui fait des heureux dans tous ces pays... Or, Singapour n'a pas tenté de chasser son élite, bien au contraire : l'Etat est parti du principe qu'il avait besoin du monde entier, aussi a-t-il favorisé l'immigration « de tous ceux qui pouvaient être utiles » (c'est-à-dire ayant un contrat de travail ou des capitaux ; beaucoup d'Anglais et d'autres Européens en ont bénéficié). Les anciens pays colonisés qui ont réussi, comme la plupart des pays asiatiques, ont appliqué une méthode commune fondée sur quelques éléments :

- faire venir les étrangers qui avaient des compétences, donc des cadres, et favoriser l'implantation des multinationales,
- envoyer les étudiants à l'étranger pour importer des idées nouvelles et des techniques,
- s'endetter pour financer la mise en place d'une infrastructure économique suffisante, avec un remboursement à long terme, sur 20 à 25 ans ; la Corée du Sud a été un temps extrêmement endettée ; elle s'est développée et a remboursé,
- faire intervenir l'Etat comme moteur des changements structurels, particulièrement l'école, la santé et le respect du droit pour tous, y compris les étrangers.

Prenons maintenant l'exemple du Sénégal, ou pire, de Madagascar. Après son indépendance, le Sénégal se lance dans une politique de nationalisation, comme le veut la mode d'alors ; Madagascar fait de même en 1973, renversant un régime « néocolonial » qui fait figure rétrospectivement d'époque bénie. Les cadres étrangers et nationaux sont partis et les deux pays se sont dramatiquement appauvris. Mais depuis 5 à 6 ans, la politique économique s'est inversée au Sénégal, qui a rapidement progressé au sens concret du terme (moins de coupures de courant par exemple) ; à Madagascar, une quasi guerre civile vient de se terminer tandis que les idées économiques s'inversaient également. .

. La question des prix est donc prise à l'envers. Ainsi, le commerce équitable est un acte militant sympathique, mais qui suppose un important travail bénévole en amont ; les commerçants normaux ne peuvent se lancer dans une telle aventure, et s'ils le faisaient, ils nuiraient au développement en encourageant des productions excédentaires, donc à jeter (si elles n'étaient pas excédentaires, le cours serait élevé et le problème ne se poserait pas). Pour tous les produits, le contrôle des prix et leur régulation entraîne la création de caisses de compensation et un financement très coûteux des stocks, qui sont finalement rarement revendus, pour ne pas faire rebaisser les prix. Les deux seules réalisations durables l'ont donc été par des « riches », et confirment la catastrophe qu'est le soutien des prix et des revenus : la très coûteuse politique agricole commune (et son équivalent américain), en faveur des agriculteurs du Nord, à juste titre dénoncée comme laminant les paysans du Sud, et l'action de ce cartel qu'est l'OPEP qui a ruiné les pays pauvres de 1974 à 1985. Remarquons que lorsque l'OPEP se mit à rationner le pétrole en 1973, le monde a cru en manquer (ce qui s'est révélé faux a posteriori), ce qui a fait flamber les prix. Mais l'Arabie s'est vite aperçue que si le rationnement durait, les pays producteurs n'auraient plus de ressources, notamment parce que la hausse du prix du baril avait fait baisser la consommation (celle des voitures, des logements, développement du nucléaire civil ...). L'Arabie a donc cassé le marché en 1985 pour faire baisser les prix, sinon le reste du monde se serait passé à terme du pétrole. Toujours dans le cadre du « mythe du dialogue Nord-Sud » l'actuelle culture anti-mondialisation génère un double langage : on critique dans les forums internationaux les méthodes économiques et de travail des multinationales que l'on cherche par ailleurs à attirer.

Troisième mythe : le sous-développement par le surpeuplement. C'est un fait que les progrès de la médecine ont permis une chute de la mortalité. En parallèle, les progrès de la scolarisation ont permis le développement de l'hygiène individuelle et de nouvelles habitudes qui permettent une baisse de la natalité. Le schéma est connu depuis la transition démographique des pays du Nord au XIX^{ème} siècle. Mais, si en Europe la fécondité a baissé parallèlement à la mortalité, dans les pays du Sud on voit des « multiples transitionnels » (population en fin de transition en nombre de fois de la population initiale) de 6, 8 voire 16 (contre 2 pour la France). Cela vient du fait que le transfert des techniques de baisse de la mortalité (DDT, vaccination ...) a été plus rapide que l'évolution des mentalités : il faut 2 ou 3 générations pour que la fécondité baisse en proportion. Certains ont donc accusé cette « explosion démographique » (qui se termine actuellement) d'être une cause du sous-développement. Mais, si on regarde les dates et les chiffres, on ne trouve aucune corrélation entre l'augmentation de la population d'un pays et l'évolution de son économie (en revanche, on voit que le développement a accéléré la baisse de la fécondité : la causalité est donc inverse). La raison est simple : si l'économie fonctionne normalement l'augmentation de la population apporte à la fois des producteurs et des consommateurs. Mais encore faut-il que le gouvernement ne soit pas trop mauvais. S'il est calamiteux, comme c'est souvent le cas, les producteurs potentiels n'auront pas le minimum de formation nécessaire, et surtout ne pourront s'établir, tel secteur étant réservé à telle personne proche du pouvoir. Ainsi beaucoup

d'étudiants maghrébins qualifiés reviennent en France, où ils ont fait de bonnes études, faute de pouvoir « se faire une place » dans la société bloquée de leur pays d'origine, tandis que leurs compatriotes croupissent dans un chômage qui aurait été réduit si ces étudiants avaient pu développer l'activité locale.

En définitive, le sous-développement n'est pas une fatalité due à une action particulière du Nord qui aurait colonisé puis pillé le Sud. Si l'on prend le classement de la Banque mondiale, rappelons qu'il y a un milliard d'hommes dans les pays développés, 3 milliards dans des pays qui progressent très vite et 2 milliards dans des pays qui ne progressent pas. Le développement est donc possible puisque 4 milliards, à des époques différentes, l'ont réussi. Il est même plus facile aujourd'hui qu'à l'époque où l'Occident défrichait le chemin : ainsi, à Saïgon, ruinée par les communistes, la libéralisation de 1990 a fait apparaître des entreprises presque instantanément au même niveau technique que celles de tout pays développé (les mêmes ordinateurs, les mêmes logiciels, et, il est vrai, quelques anciens étudiants parisiens ou singapouriens) et donc ultra compétitives avec leurs salaires 10 à 20 fois plus faibles. Enfin rappelons que pour plus de 2 milliards d'hommes du Sud, la croissance est de 5 à 8% par an !

DEBAT :

Le débat, houleux par moment, les détracteurs d'Yves Monténay étant nombreux dans la salle, a principalement porté sur des critiques de son discours à contre-courant. Ces critiques se sont portées sur le manque de dimension humaine et culturelle de l'analyse du sous-développement. Yves Monténay a axé ses recherches sur l'économie sans y placer les Hommes. Notamment les conflits, nombreux dans les pays du Sud, conflits internationaux ou guerres civiles, n'ont pas été évoqués. D'autres ont mis en exergue les expressions provocatrices du discours comme "l'épuration ethnique" utilisée pour parler du départ des cadres coloniaux ou nationaux des pays du Sud, départ souvent sous la contrainte, expression qui a fait bondir la salle. Les intervenants ont souligné que dans la plupart des pays il n'y a pas eu de massacres mais beaucoup de départs volontaires pour des raisons économiques ou pour trouver ailleurs de meilleurs salaires, de meilleures écoles pour les enfants. Sur ce point Yves Monténay fait une différence entre une véritable volonté "d'épuration ethnique", comme en Algérie, au Viêt Nam (pour les Chinois), en Afrique orientale (pour les Indo-Pakistanaïens), au Zimbabwe (pour les Blancs) lorsque les autorités ont volontairement emprisonné ou mis à mort quelques personnes pour faire partir les autres, et l'exode des cerveaux qui se fait par des départs volontaires de cadres attirés par de plus hauts salaires, et qui touche des gens sensibles pas tellement au niveau de vie (le leur étant excellent par rapport au reste de la population) mais plutôt au manque de liberté, de sécurité physique et de qualité de l'éducation pour les enfants. Toutefois, dans les deux cas, le premier responsable de ces départs est bien le pouvoir local

Une étudiante attaque Yves Monténay sur le modèle occidental : le faire adopter aux pays du Sud c'est accepter de creuser les inégalités sociales dans le Sud. Le développement occidental est-il le seul moyen ? Finalement, qu'est-ce qu'être développé ? Est-il vraiment nécessaire d'être développé ? Pourquoi ne pas être différent ? Pour Yves Monténay, le Sud est plus inégalitaire que le Nord (l'inégalité dans un pays pauvre c'est la mort par disette ou maladie pourtant techniquement évitable) ; mais surtout cette question n'a pas de sens, elle n'est qu'une vision occidentale : dans le Sud tout le monde rêve de devenir ne serait-ce que scolarisé ou soigné comme un Européen. Même avec des métiers non qualifiés, les gens du Sud seront ravis d'être au Nord, car il auront franchi un grand pas. Ce qui compte c'est la volonté locale : personne ne force les gens du Sud à vouloir se développer. Leur seule véritable exigence,

après la sécurité physique, est la scolarisation de leurs enfants. Ils ont conscience que l'éducation permet un meilleur travail, et l'ouverture sur le monde qui permet l'accès au marché mondial.

Un autre intervenant reprend Yves Montenay sur ses exemples de développement asiatiques en rappelant que l'endettement y était possible dans les années 1960 ou 1970, car le contexte de la guerre froide apportait l'aide financière américaine. Or la situation actuelle est totalement différente : il n'y a plus deux grands mais un géant. Yves Montenay rappelle la masse des emprunts que l'on suppliait les pays pauvres d'accepter à l'époque des pétro dollars (1975-1985), sans parler de l'argent tombé du ciel (recettes pétrolières algériennes, nigérianes ...), et que ces sommes ont été gaspillées.

A une question sur les dégâts causés au Sud par les subventions aux productions agricoles du Nord, Yves Montenay fait part de son accord : TOUTES les subventions sont contre-productives, qu'elles bénéficient aux paysans du Nord ou à ceux du Sud. A une question sur « l'argent qui manque », Yves Montenay répond que l'argent se trouve dans les pays eux-mêmes, car plus on est pauvre plus on épargne pour faire face aux difficultés, car elles sont potentiellement mortelles, et, si la stabilité politique et l'ordre public sont assurés, cette épargne est employée aux investissements vitaux localement. Pour des projets plus importants, il y aura toujours des financements étrangers, publics, ou de plus en plus souvent (vu sur 50 ans) privés. Le développement c'est bien employer l'argent et surtout la ressource la plus rare : le travail, qu'il faut organiser. Le progrès technique n'est rien sans les progrès de l'organisation du travail : les inventions les plus utiles ne sont pas la machine à vapeur ou la fusée spatiale, mais le trombone, l'organigramme, le planning, qui sont occultés par le côté spectaculaire de la technique.

Yves Montenay est contre l'aide directe d'Etat à Etat, car même si le receveur est honnête, un pays qui a peu de cadres ou de personnes qualifiées, ne peut pas être aidé financièrement, car il faut que l'argent se transforme en routes, soins, produits agricoles, et il faut des gens pour le faire. Il vaut mieux une coopération, plus directement utile, puisqu'on fournit non de l'argent, mais une assistance humaine, par ailleurs moins facile à détourner. Les Organisations Non Gouvernementales font beaucoup, mais dès qu'elles sont trop visibles elles sont instrumentalisées, voire utilisées par les Etats car elles représentent de l'argent et des compétences. C'est ce que démontre Sylvie Brunel dans son roman Frontières. Il faut nuancer entre l'Afrique et l'Asie où de vieilles civilisations ont généré des Etats qui fonctionnent mieux (il y a des milliers d'années d'archives fiscales en Chine, avec recensement des contribuables).

Un étudiant fait une remarque sur la différence de développement des pays selon la nationalité de leurs anciens colonisateurs : comment se fait-il que les pays colonisés par les pays francophones (France ou Belgique) s'en sortent moins bien que les pays colonisés par les anglo-saxons ? Une réponse, stéréotypée pour faire simple, est que, par rapport aux Français (les Belges étant à mettre à part), les Anglais avaient en effet la réputation d'être plus racistes (donc moins intéressés à mettre en place une administration coûteuse censée « faire progresser »), et par ailleurs plus attentifs aux avantages commerciaux à tirer de leurs colonies. La combinaison des deux s'est traduite par une plus grande « sous-traitance » des charges de la colonisation aux autorités traditionnelles, et par des métropolitains plus souvent « dans les affaires » et moins dans l'administration, bref par une plus grande attention à la marche de l'économie. Mais en fait, il faut regarder pays par pays et période par période. Dans

beaucoup de pays anglophones l'expulsion de l'élite indienne a entraîné de grosses difficultés, tandis que l'expropriation des Blancs ruine aujourd'hui le Zimbabwe.

Quelques ouvrages et article récents sur le thème :

- Amartya SEN, *Un nouveau modèle économique, Développement, Justice, Liberté*, Odile Jacob, 2000
- Sylvie BRUNEL, *Famines et Politique*, Collection La Bibliothèque du Citoyen, Presses de Sciences Po, 2002
- Gérard François DUMONT, *Les populations du monde*, Armand Colin, 2001
- Marc FERRO, *Le livre noir du colonialisme*, Robert Laffont
- Jacques MARSEILLE : "Les coûteuses colonies de la France", *L'Expansion*, juin 2003, pp.70-76
- Rapport sur le développement dans le monde, Banque Mondiale 1999-2000

Compte rendu : Alexandra Monot